



VOIE TECHNOLOGIQUE

Série STMG : Sciences et technologies du management et de la gestion

2^{DE}

1^{RE}

T^{LE}

*Enseignement technologique
en langue vivante*

ENSEIGNEMENT

COMMUN

CORRESPONDANCES POSSIBLES ENTRE LES PROGRAMMES DE LANGUES VIVANTES ET D'ÉCONOMIE : QUELQUES ILLUSTRATIONS

Thème 6 : Comment l'État peut-il intervenir dans l'économie ?

6.1 L'intervention de l'État

| Notions du programme d'économie pouvant être mobilisées | Axes du programme de langues vivantes pouvant être mobilisés | Pistes d'exploitation pédagogique (→ Mots-clés en langue vivante) |
|--|--|---|
| <p>L'État gendarme et l'État-providence</p> <p>L'État et les entreprises publiques, semi-publiques et privées</p> <p>L'interventionnisme et le libéralisme</p> <p>Les dépenses publiques</p> | <p>Axe 1 : Identités et échanges</p> | <p>Les fonctions de l'État peuvent varier d'une aire géographique à une autre. L'État peut exercer une intervention minimale (ordre public, protection du pays, prélèvement des impôts) ou plus engagée en combinant des fonctions de régulation et de stabilisation, d'allocation des ressources et de redistribution (ex : État-providence). La place de l'État peut être appréciée notamment à travers l'importance des prélèvements obligatoires dans l'économie, à travers ses champs d'intervention et le volume de ses dépenses.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment caractériser le rôle de l'État dans l'aire géographique étudiée ? (Champs d'intervention, importance relative des prélèvements obligatoires, etc.). Comment expliquer ce rôle ? (dimensions politiques, culturelles, historiques, etc.). La comparaison avec la France est possible. • En France, l'État détient en intégralité certaines entreprises (ex : SNCF). Qu'en est-il dans d'autres aires géographiques ? Quelles sont les organisations et les secteurs d'activités concernés, quelles sont leurs caractéristiques ? Quels sont les enjeux ? <p>Un processus de libéralisation des transports ferroviaires de fret, puis progressivement de personnes, s'observe en Europe. Pourquoi ? Quels sont les gains escomptés pour les usagers ? Quelles conséquences pour ces organisations et pour leurs salariés ?</p> <p>Axe 1 : → protectionnisme / mobilité / dialogue / voyage</p> |

| | | |
|--|---|---|
| Le déficit public et la dette publique | Axe 6 : Innovations scientifiques et responsabilité | <p>Les actions de l'État peuvent s'observer dans différents champs : économique, social, environnemental, santé, recherche, etc. Ces actions peuvent être menées à titre préventif ou « curatif ». La diversité des actions entreprises doivent être financées. Certains indicateurs font l'objet de toutes les attentions : nature et importance des prélèvements obligatoires, dette publique, déficit public, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quel est leur montant respectif dans l'aire géographique concernée ? Quel est le point de vue des dirigeants d'entreprises en matière de prélèvements obligatoires dans l'aire géographique concernée ? Trop d'impôts ? Quels effets perçus en termes de compétitivité ? • Quelles stratégies les États ont-ils mises en œuvre pour soutenir la recherche, le tissu économique et l'emploi lors la crise sanitaire provoquée par le coronavirus ? Quels constats, quels effets ? (taux de chômage, déficit public et dette publique, etc.) <p>Axe 6 : → recherche génétique / vaccins / énergies renouvelables / transport / éco-citoyen / croissance verte / mobilisation</p> |
|--|---|---|

6.2 Défaillances des marchés et défaillances de l'État

| Notions du programme d'économie pouvant être mobilisées | Axes du programme de langues vivantes pouvant être mobilisés | Pistes d'exploitation pédagogique (→ Mots-clés en langue vivante) |
|---|--|---|
| Les externalités négatives | <p>Axe 4 : Citoyenneté et monde virtuel</p> <p>Axe 6 : Innovations scientifiques et responsabilité</p> | <p>Le développement économique est source de progrès. Les organisations en sont des acteurs majeurs. Leurs activités s'accompagnent néanmoins d'effets négatifs qu'il n'est souvent possible d'apprécier qu'à moyen et long termes. Ces externalités négatives ont un coût supporté par la société. La pollution, associée au réchauffement climatique, en est une illustration.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quel rôle l'État joue-t-il en matière de protection de l'environnement dans l'aire géographique concernée ? Quelles actions les organisations concernées s'engagent-elles à réaliser pour préserver ce bien commun ? L'État met-il en place des actions pour développer la croissance verte ? Signe-t-il des accords avec certaines entreprises pour limiter la pollution ? Quelles sont les entreprises cibles ? Ces actions favorisent-elles le développement d'organisations nouvelles (création d'entreprises dans le domaine de la croissance verte) ? • La protection de l'environnement est-elle une préoccupation partagée au niveau mondial (ex : États-Unis, Chine, Europe, etc.) ? Qu'en est-il du respect du Grenelle de l'environnement dans les différentes aires géographiques ? <p>Axe 6 : → énergies renouvelables / transport / éco-citoyen / recyclage / croissance verte / pollution / mobilisation</p> |

6.3 Les politiques économiques de l'État et de l'Europe

| Notions du programme d'économie pouvant être mobilisées | Axes du programme de langues vivantes pouvant être mobilisés | Pistes d'exploitation pédagogique (→Mots-clés en langue vivante) |
|---|--|--|
| Les politiques de la concurrence | Axe 1 : Identités et échanges | <p>Le transport ferroviaire se libéralise désormais au niveau européen.</p> <ul style="list-style-type: none"> Quels sont les objectifs visés ? Quelles conséquences pour les usagers/clients et les organisations concernées ? La libéralisation du transport ferroviaire s'observe-t-elle dans les autres aires géographiques ? Pourquoi ? D'autres secteurs font-ils l'objet d'une libéralisation ? Lesquels ? Quelles conséquences pour les organisations concernées et leurs salariés (craintes, opportunités) ? <p>Axe 1 : →protectionnisme / mobilité / déclasserement social / voyages / dépassement / tourisme</p> |

6.4 Les politiques sociales

| Notions du programme d'économie pouvant être mobilisées | Axes du programme de langues vivantes pouvant être mobilisés | Pistes d'exploitation pédagogique (→Mots-clés en langue vivante) |
|---|---|--|
| <p>Les inégalités socio-économiques</p> <p>La redistribution horizontale et la redistribution verticale</p> <p>La protection sociale</p> <p>La logique d'assurance</p> <p>La logique d'assistance</p> <p>Les impôts et les cotisations sociales</p> <p>La progressivité des prélèvements obligatoires</p> | <p>Axe 1 : Identités et échanges</p> <p>Axe 7 : Diversité et inclusion</p> <p>Axe 8 : Territoire et mémoire</p> | <p>La politique sociale protège les individus contre les risques sociaux et contribue à réduire les inégalités socio-économiques. La politique sociale passe notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> la protection sociale qui répond à une logique d'assistance et/ou d'assurance contre les risques sociaux (maladie, invalidité, chômage, précarité/exclusion, vieillesse, charges de famille, etc.); la fiscalité lorsqu'elle permet de réaliser une redistribution verticale des ressources. <p>La protection sociale s'effectue d'une part par le versement de prestations sociales, d'autre part par l'offre de services sociaux. Ces dépenses sont financées soit par les cotisations sociales, soit par l'impôt.</p> <ul style="list-style-type: none"> Quel rôle l'État joue-t-il en la matière dans l'aire géographique considérée ? Les actions observées sont-elles le reflet d'une sensibilité historique, culturelle ? Quel(s) regard(s) les dirigeants d'entreprise portent-ils sur les cotisations sociales et les impôts dans l'aire géographique étudiée ? Qu'en est-il de leur sentiment en matière de compétitivité face à des concurrents issus d'aires géographiques jugées plus libérales (ou moins avancées en la matière) ? Comment réussir à rester compétitif ? (voir les stratégies globales et de domaine). <p>Axe 1 : →migrations / exils / hospitalité / droit d'asile / solidarité / mobilité / accueil / dialogue / partage</p> <p>Axe 7 : →intégration / liberté de mouvement / minorités / égalité</p> <p>Axe 8 : →traces de l'histoire</p> |

Thème 7 : Quelle est l'influence de l'État sur l'évolution de l'emploi et du chômage ?

7.1 Activité et chômage

| Notions du programme d'économie pouvant être mobilisées | Axes du programme de langues vivantes pouvant être mobilisés | Pistes d'exploitation pédagogique (→Mots-clés en langue vivante) |
|--|---|--|
| <p>Les différentes formes de chômage</p> <p>Le taux de chômage et le taux d'emploi</p> | <p>Axe 1 : Identités et échanges</p> <p>Axe 8 : Territoire et mémoire</p> | <p>Quelle est l'évolution du taux de chômage dans l'aire géographique étudiée ? Quels sont les secteurs d'activité en situation de croissance ou de décroissance organisationnelle (évolution des effectifs) ? Quelles sont les conséquences socio-économiques de ces évolutions sur les territoires d'implantation, les écosystèmes ?</p> <p>→Des organisations appartenant à des secteurs industriels majeurs peuvent être étudiées : entreprises de l'industrie sidérurgique, automobile, textile, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles actions les entreprises, l'État et les collectivités mènent-ils dans l'aire géographique concernée pour limiter les licenciements et leurs externalités négatives ? Quelles actions pour favoriser la formation et l'employabilité des salariés (formation continue, GPEC, éducation, développement de l'apprentissage) ? • L'apprentissage est une modalité qui combine emploi et formation. Cette modalité est historiquement développée dans certaines aires géographiques, comme en Allemagne, et est fortement encouragée en France. Qu'en est-il dans les autres aires géographiques ? Quels intérêts pour les salariés et les organisations ? • Quelles actions les territoires/l'État mettent-ils en place pour rester/ devenir attractifs ? <p>→Des territoires dans une aire géographique donnée peuvent être étudiés (ex : Silicon Valley, pépinière d'entreprises, sensibilisation des étudiants à l'entrepreneuriat dans les formations supérieures...).</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'augmentation du chômage est-elle propice au développement d'un discours protectionniste ? <p>Axe 1 : →frontières / migrations / protectionnisme</p> <p>Axe 8 : →trace de l'histoire</p> |
| | <p>Axe 7 : Diversité et inclusion</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Sommes-nous tous égaux face aux risques de chômage ou de précarité ? Certaines populations sont-elles plus concernées ? Lesquelles, pourquoi ? • Les individus sont-ils égaux sur le marché du travail ? (âge, genre, diplôme, etc.). • Quelles actions mises en œuvre par l'État et les organisations pour favoriser la mixité, la diversité et assurer l'égalité des chances et de traitement ? <p>Axe 7 : →handicap / égalité / intégration / discriminations / émancipation</p> |

7.2 L'offre et la demande de travail

| Notions du programme d'économie pouvant être mobilisées | Axes du programme de langues vivantes pouvant être mobilisés | Pistes d'exploitation pédagogique (→Mots-clés en langue vivante) |
|--|--|---|
| <p>La population active et le taux d'activité</p> <p>Les contraintes légales et conventionnelles</p> <p>Le salaire minimum</p> | <p>Axe 1 : Identités et échanges</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Certaines aires géographiques se caractérisent-elles par une offre d'emplois non satisfaite ? Quels sont les secteurs d'activités et organisations concernés ? Quelles solutions les organisations (voire l'État) mettent-elles en place pour attirer des salariés ? (hauts potentiels, main d'œuvre). Cela se traduit-il par des flux de population entre aires géographiques ? <p>L'équilibre sur le marché du travail détermine les quantités de travail échangées et le niveau de salaire auquel les offreurs et les demandeurs de travail accepteront l'échange. L'accord entre le demandeur et l'offreur donne lieu à un contrat de travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un salaire minimum est-il garanti partout ? Qu'en est-il du temps de travail ? Quelle législation dans l'aire géographique étudiée ? • Comment les multinationales intègrent-elles les spécificités des législations nationales dans leur business model ? En tirent-elles profit ? Quelles stratégies mettent-elles en place (ex : délocalisation, relocalisation...)? • Peut-on parler d'une harmonisation économique et sociale au niveau européen ? Qu'en est-il des conséquences pour les organisations ? (ex : secteur du transport routier...) <p>Axe 1 : →frontières / migrations / protectionnisme / mobilité / déclassement social / ascension sociale</p> |

7.3 Politiques de l'emploi

| Notions du programme d'économie pouvant être mobilisées | Axes du programme de langues vivantes pouvant être mobilisés | Pistes d'exploitation pédagogique (→Mots-clés en langue vivante) |
|---|--|--|
| <p>Les politiques actives et les politiques passives de lutte contre le chômage</p> | <p>Axe 1 : Identités et échanges</p> <p>Axe 7 : Diversité et inclusion</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les politiques de lutte contre le chômage dans l'aire géographique étudiée ? Quelles en sont les conséquences pour le citoyen, le contribuable et les organisations ? <p>Axe 1 : →protectionnisme</p> <p>Axe 7 : →handicap / intégration / discrimination / générations / minorités / égalité</p> |

Thème 8 : Comment organiser le commerce international dans un contexte d'ouverture des échanges ?

8.1 Les transformations du commerce mondial

| Notions du programme d'économie pouvant être mobilisées | Axes du programme de langues vivantes pouvant être mobilisés | Pistes d'exploitation pédagogique (→Mots-clés en langue vivante) |
|---|--|---|
| <p>Les importations et les exportations de biens et services</p> <p>Les produits intermédiaires, les produits finis</p> <p>La balance des biens et des services</p> <p>Les investissements directs à l'étranger (IDE)</p> <p>Les firmes multinationales (FMN)</p> | <p>Axe 1 : Identités et échanges</p> <p>Axe 5 : Fiction et réalités</p> <p>Axe 6 : Innovations scientifiques et responsabilités</p> <p>Axe 8 : Territoire et mémoire</p> | <p>Résultat d'une construction pensée et engagée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'Union européenne représente aujourd'hui un marché de 450 millions de consommateurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les grandes figures de la construction européenne (Robert Schuman, « l'Homme des frontières », est qualifié de père de l'Europe) ? • À quels enjeux répond cette construction ? Quels sont les intérêts de l'Union pour les entreprises et les consommateurs ? <p>→ Étude documentaire, correspondance avec les instances communautaires, etc.</p> <p>L'ouverture des frontières et la baisse des coûts de transport ont favorisé le développement du commerce international. Le développement du commerce international est concomitant de la signature d'accords commerciaux et de la construction de zones de libre-échanges.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles opportunités le commerce international représente-t-il pour les organisations, les consommateurs ? • Quels impacts sur la chaîne de valeur et les processus de production des organisations ? <p>→ L'étude d'une organisation appartenant au secteur automobile peut s'avérer intéressante pour montrer la segmentation des processus de production, la spécialisation de certaines activités dans certains pays. Des explications peuvent être avancées (recherche d'une compétitivité prix et d'un bas coût de la main d'œuvre par exemple).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles stratégies de développement pour les entreprises (ex : firmes multinationales) ? Quels effets socio-économiques dans les territoires concernés (territoires d'origine [ex : fermetures de sites, licenciements] et d'accueil [développement de l'activité, investissement direct à l'étranger]) ? <p>Parallèlement, on assiste à un processus de relocalisation, perçu comme un acte responsable, citoyen.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles illustrations récentes, quelles entreprises et quels intérêts escomptés (pour les entreprises, les territoires concernés et les citoyens) ? <p>Des stratégies d'implantation dans certaines aires géographiques heurtent l'opinion publique (ex : recours au travail des enfants, pays peu regardants quant au respect de l'environnement...).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les entreprises visées par ces critiques ? Quels risques encourent-elles en termes d'image externe ? Quelle est la contribution de ces entreprises à la dynamique socio-économique du pays d'implantation ? <p>Axe 1 : → frontières / choc des cultures / solidarité / protectionnisme / dialogue</p> <p>Axe 5 : → utopies / héros / sentiment national / figures tutélaires</p> <p>Axe 6 : → transport / éco-citoyen / ONG / aliénation au travail / biodiversité / croissance verte / pollution</p> <p>Axe 8 : → traces de l'histoire</p> |

8.2 Des politiques commerciales divergentes

| Notions du programme d'économie pouvant être mobilisées | Axes du programme de langues vivantes pouvant être mobilisés | Pistes d'exploitation pédagogique (→Mots-clés en langue vivante) |
|---|---|---|
| Les droits de douane | <p>Axe 1 : Identités et échanges</p> <p>Axe 5 : Fictions et réalités</p> <p>Axe 8 : Territoire et mémoire</p> | <p>Les accords/traités internationaux peuvent évoluer dans le temps. Le Brexit en est une illustration récente. Les médias ont largement souligné la situation délicate des organisations appartenant au secteur de la pêche en France. Quelles conséquences pour les organisations situées de part et d'autre de la Manche ?</p> <p>Axe 1 : →frontières / conflits / protectionnisme</p> <p>Axe 5 : →sentiment national / figure tutélaire</p> <p>Axe 8 : →espace frontalier / mémoriaux / traces de l'histoire / amnistie</p> |

8.3 Une organisation mondiale pour gérer les différends entre États dans les échanges internationaux

| Notions du programme d'économie pouvant être mobilisées | Axes du programme de langues vivantes pouvant être mobilisés | Pistes d'exploitation pédagogique (→Mots-clés en langue vivante) |
|---|--|---|
| <p>Les missions de l'OMC</p> <p>Les cycles de négociations d'abaissement des tarifs douaniers et des barrières non tarifaires</p> | Axe 1 : Identité et échanges | <p>Organe régulateur du commerce mondial, l'OMC cherche à étendre les règles du libre-échange à de nouveaux domaines et à lutter contre le protectionnisme. Quelles sont les caractéristiques de cette organisation (effectifs, missions, finalités, dirigeants, ressources...)?</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'ouverture structurée des marchés à l'international constitue-t-elle une opportunité ou une menace pour les organisations ? • À quelles conditions une organisation peut-elle envisager de vendre ses biens et services dans une autre aire géographique (prise en compte des besoins, de la culture, maîtrise de la langue, adaptation de son offre, respect de la réglementation...)? <p>Axe 1 : →frontière / protectionnisme / choc des cultures / partage / dialogue</p> |

Thème 9 : Comment concilier la croissance économique et le développement durable ?

9.1 Les sources d'une croissance économique soutenable

| Notions du programme d'économie pouvant être mobilisées | Axes du programme de langues vivantes pouvant être mobilisés | Pistes d'exploitation pédagogique (→Mots-clés en langue vivante) |
|---|--|---|
| <p>La croissance</p> <p>Les ressources renouvelables et les ressources non renouvelables</p> <p>Le développement durable.</p> <p>Le progrès technique</p> <p>L'innovation</p> <p>L'économie circulaire</p> <p>L'économie collaborative</p> <p>L'économie sociale et solidaire (ESS)</p> | <p>Axe 6 : Innovations scientifiques et responsabilité</p> | <p>Le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale sont étroitement liés. Ce progrès technique provient de l'investissement en faveur de l'innovation. La croissance économique se heurte à des limites écologiques (notamment l'épuisement des ressources et la pollution). Le développement durable prend en compte non seulement les défis écologiques, mais également les défis économiques et sociaux. L'économie circulaire peut répondre à certains enjeux de la transition écologique en valorisant et en recyclant les produits usagés et les déchets. Ces dernières années, un nouveau secteur s'est développé autour de l'économie sociale et solidaire (ESS). En France, les organisations relevant de l'ESS sont les associations, les coopératives, les mutuelles, les fondations ainsi que les entreprises sociales.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les modalités de croissance sont-elles les mêmes pour toutes les régions économiques du globe ? Quelles stratégies de gestion des moyens et des ressources sont mises en œuvre dans les différentes aires géographiques ? • Quelles sont les principales organisations impliquées dans l'économie circulaire, collaborative, l'économie sociale et solidaire dans l'aire géographique étudiée ? Comment les caractériser ? <p>Axe 6 : →OGM / nanotechnologies / énergies renouvelables / éco-citoyen / ONG / recyclage / covoiturage / surpopulation / biodiversité / circuit court / bio / croissance verte / pollution / mobilisation</p> |

9.2 La réduction de la pauvreté et le rôle de l'éducation et de la formation

| Notions du programme d'économie pouvant être mobilisées | Axes du programme de langues vivantes pouvant être mobilisés | Pistes d'exploitation pédagogique (→Mots-clés en langue vivante) |
|---|--|--|
| <p>La pauvreté absolue</p> <p>La pauvreté relative</p> | <p>Axe 1 : Identités et échanges</p> <p>Axe 7 : Diversité et inclusion</p> | <p>L'éducation et la formation constituent un levier du développement économique et un rempart contre la pauvreté.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelle est la place de l'éducation et de la formation (initiale, continue) dans l'aire géographique étudiée ? L'instruction est-elle obligatoire (quid de l'âge de scolarisation obligatoire) ? Quelle est la part d'une classe d'âge à poursuivre des études supérieures ? Pourquoi ? • L'accès à l'enseignement supérieur est-il ouvert à tous dans l'aire géographique étudiée ? Quelles sont les conditions d'accès (sélection, frais de scolarité, d'inscription...)? • Quels dispositifs les États mettent-ils en place pour développer les compétences en LVE des élèves et étudiants ainsi que leur mobilité internationale (ex : Erasmus, stages, année de césure, diplômes binationaux, DNL, ETLV...). Certains pays réussissent-ils mieux que d'autres ? Les entreprises apprécient-elles de tels parcours et les valorisent-elles lors d'un recrutement ? <p>Axe 1 : →frontières / migrations / hospitalité / choc des cultures / voyages / dépaysement / accueil / médiation</p> <p>Axe 7 : →intégration / liberté de mouvement / générations / émancipation</p> |